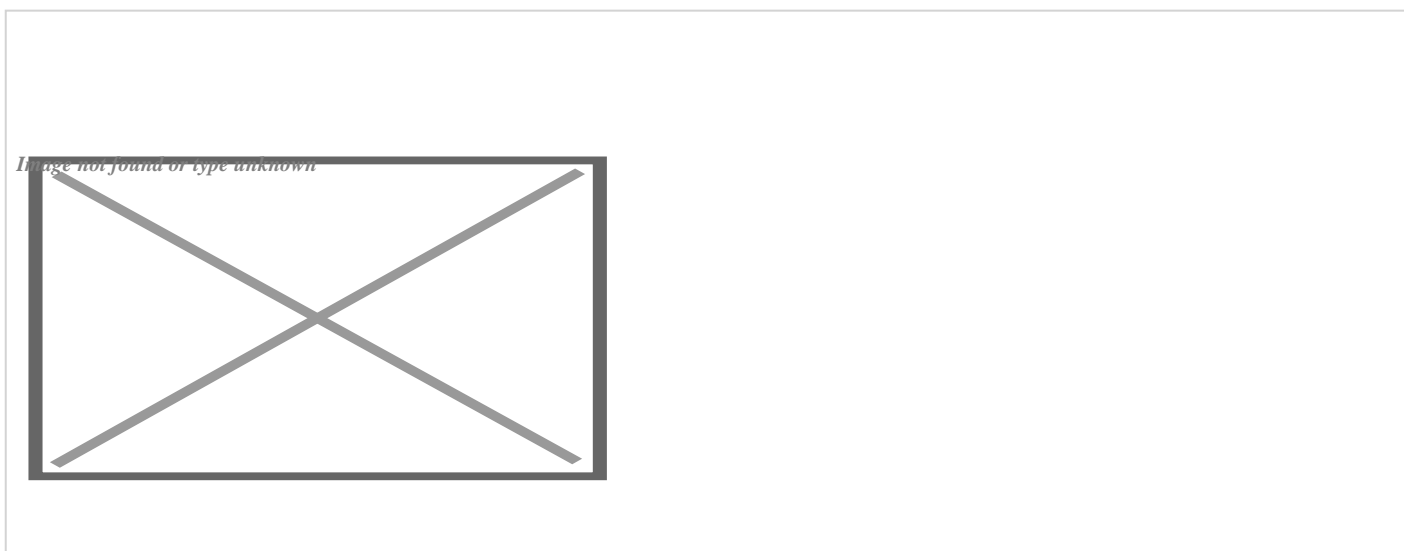


Équateur, neutraliser le feu



Par Roberto Morejón

La violence du crime organisé, les conséquences du conflit armé interne déclaré, les rivalités entre le président et le vice-président, le conflit avec le Mexique et l'irritation suscitée par l'annonce de la suppression d'une subvention sont autant de facteurs qui freinent le gouvernement équatorien.

L'annonce de la fin de la subvention officielle sur l'essence a déclenché des protestations et des marches de syndicats et d'autres organisations, dans un pays où de précédentes décisions de ce type ont provoqué des remous.

Le palais du Carondelet, siège du gouvernement, affirme que l'élimination de la subvention sur les carburants est un élément clé de la réduction du déficit budgétaire de l'Équateur, qui ne cesse de croître.

L'élimination prévue des subventions aux carburants semble s'inscrire dans le cadre de l'obtention par l'Équateur d'un prêt de 4 milliards de dollars du Fonds monétaire international.

La tension sur les carburants survient dans un contexte de violence croissante, dont le point culminant est la promulgation du conflit armé interne.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, cette déclaration a entraîné de graves violations des droits de l'homme par les forces de sécurité dans leur confrontation avec 22 groupes criminels organisés opérant en Équateur.

Alors que le gouvernement affirme que le nombre d'homicides a diminué, on parle d'une augmentation des extorsions et des enlèvements.

Dans ce contexte si compliqué, le président Daniel Noboa a donné l'ordre inhabituel à la police de prendre d'assaut l'ambassade du Mexique à Quito le 5 avril pour expulser par la force l'ancien vice-président Jorge Glas, qui avait obtenu l'asile.

Cette invasion, condamnée internationalement, a conduit le Mexique à rompre ses relations et à porter l'affaire devant la Cour internationale de justice.

N'ayant pas eu le temps de surmonter la tempête de l'incident diplomatique, Noboa n'a pas atténué sa rivalité avec la vice-présidente Verónica Abad, avec qui il ne s'est pas entretenu, selon la presse, depuis les dernières élections.

Ce différend aura des ramifications à l'Assemblée nationale, car un juge a demandé l'autorisation de poursuivre Abad au pénal pour extorsion dans l'affaire dite Nene, qui porte sur un trafic d'influence (OK) présumé.

Selon l'accusée, ces actions répondent à une persécution de la part du gouvernement parce que, dit-elle, Noboa est réticent à lui céder la présidence avant de rejoindre la campagne pour les élections de 2025.

Confiant dans le soutien étranger et dans ce qu'il décrit comme sa capacité à surmonter ses échecs, le gouvernement équatorien semble être occupé à jouer le rôle de médiateur entre ces différentes querelles.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/357366-equateur-neutraliser-le-feu>



Radio Habana Cuba